CONSEIL MUNICIPAL DU 28 SEPTEMBRE 2023

LA LISTE DES DELIBERATIONS

PRESIDENT : M. JAMET
SECRETAIRE : Mme Fauconnier

SEANCE Ouverte à : 20H03
Levée à : 23H30

<i>Participants</i>	<i>Présents</i>	<i>Absents</i>	<i>Excusés</i>	<i>Représenté(e) par :</i>
JAMET Bernard	X			
WILLIOT Claude	X			
JACQUET-LEGER Célia	X			
GORZA Laurent	X			
TROUZIER-EVEQUE Laurence			X	M. WILLIOT
FLAMENT Nicolas	X			
ABDELOUHAB Nasséra	X			
PORTIER Daniel	X			
CAMPAGNE Séverine	X			
PURGAL Frédéric	X			
BRULE Marie-Claude	X			
CAPBLANC Nathalie	X			
FABRE François	X			
AUBIN Martine	X			
FAUCONNIER Evelyne	X			
BOULIGNAC Gabriel	X			
RICARD Agnès			X	MME CAPBLANC
HELT Liliane	X			
SAGBOHAN Esaïe	X			
PERRET Jean-Claude	X			
QUEYRAT-MAUGIN Sylvie	X			
GUEUDIN Daniel			X	M. JAMET
BOISCO Maxime	X			
TOUMI Nadia			X	MME BRULE
KERGOAT Pierre			X	
ROZOT Roger	X			
ENGUERRAND Sylvie	X			
PONCHEL Nicolas	X			Arrivée à 20H30
SAIDI Yasmina	X			Départ à 22H45
LEGUEIL Manuel	X			
LAMARCHE François	X			Départ à 22H45
ZAMBUJO Benoît	X			
HEURFIN Gilles	X			
FLEURIER Nicolas	X			
CHRISTIN Marie-Evelyne	X			

SECRETARE DE SEANCE ELU : MME FAUCONNIER

Ière, IIème et IIIème COMMISSIONS			
OBJET	COMMISSIONS		
	N°	Rapporteur	Observations
<u>Vie des assemblées</u> Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 22 juin 2023- Approbation <div style="text-align: right;"><i>Pages 8 à 42</i></div>	Ière IIème IIIème	M. JAMET	Accord du Conseil à l'unanimité <u>7 abstentions :</u> Mme SAIDI M. LEGUEIL M. LAMARCHE M. ZAMBUJO M. HEURFIN M. FLEURIER Mme CHRISTIN
DECIDE :			
Article 1 : d'arrêter le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 22 juin 2023, comme ci-annexé.			
Article 2 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : https://www.telerecours.fr .			

URBANISME, PATRIMOINE ET CADRE DE VIE

OBJET	COMMISSIONS		
	N°	Rapporteur	Observations
<p><u>POLE URBANISME/PATRIMOINE/CADRE DE VIE</u> <u>Développement Urbain et Stratégie Patrimoniale</u> Déclassement et cession d'une emprise d'environ 7084 m² à la Société ERIGERE - Résidence des Carreaux Fleuris</p> <p style="text-align: right;"><i>Pages 43 à 47</i></p>	<h2 style="margin: 0;">Retrait de l'ordre du Jour</h2>		
<p><u>POLE URBANISME/PATRIMOINE/CADRE DE VIE</u> <u>Développement Urbain et Stratégie Patrimoniale</u> Echanges fonciers avec la Société ADOMA en vue de la démolition-reconstruction de la Résidence du 150 bd Gambetta – cession et acquisition de terrain</p> <p><i>Trois délibérations</i></p> <p style="text-align: right;"><i>Pages 48 à 60</i></p>	Ière	M. JAMET	Pour les 3 délibérations : Accord du Conseil à l'unanimité

DECIDE :**1) CONSTAT DE DESAFFECTATION ET DECISION DE DECLASSEMENT DE LA PARCELLE AB 555**

Article 1 : de constater la désaffectation, puis le déclassement définitif du domaine public communal dudit terrain, situé sur la parcelle AB 555, et ce, suite à la désaffectation préalable et effective des lieux de tout usage public,

Article 2 : d'acter le déclassement définitif du domaine public communal de celui-ci,

Article 3 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <https://www.telerecours.fr>.

2) CESSION D'ENVIRON 2170 M² A PRELEVER SUR LA PARCELLE AB 555 A LA SOCIETE ADOMA

Article 1 : de céder à Adoma une surface d'environ 2 170 m² à prélever sur la parcelle AB 555 tel que précisé sur le plan ci-annexé,

Article 2 : de fixer le prix de cession net vendeur à 651 000 € hors taxe (six cent cinquante et un mille euros),

Article 3 : d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les actes correspondants en vue de régulariser cette opération,

Article 4 : de préciser que les frais d'actes seront à la charge de l'acquéreur,

Article 5 : d'inscrire la recette correspondante au budget communal,

Article 6 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>.

3) ACQUISITION D'ENVIRON 261 M² A PRELEVER SUR LA PARCELLE AB 554 APPARTENANT A LA SOCIETE ADOMA

Article 1 : d'acquérir auprès de la société Adoma une surface d'environ 261 m² en deux lots, à prélever sur la parcelle AB 554 tel que précisé sur le plan ci-annexé,

Article 2 : de fixer le prix d'acquisition à 62 100 € (soixante-deux mille cent euros),

Article 3 : d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les actes correspondants en vue de régulariser cette opération,

Article 4 : de préciser que les frais d'actes seront à la charge de l'acquéreur,

Article 5 : d'inscrire la recette correspondante au budget communal,

Article 6 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>.

OBJET	COMMISSIONS		
	N°	Rapporteur	Observations
<u>POLE URBANISME/PATRIMOINE/CADRE DE VIE</u> <i>Développement Urbain et Stratégie Patrimoniale</i> Acquisition du lot 14 – 1 rue de Bellevue <i>Pages 61 à 63</i>	Ière	M. JAMET	Accord du Conseil à l'unanimité
DECIDE :			
<p>Article 1 : d'acquérir le bien concerné, lot 14 du 1 rue de Bellevue à Sannois, cadastré AM 220,</p> <p>Article 2 : dit que cette acquisition se fera au prix de 65 000 €,</p> <p>Article 3 : d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les actes correspondants en vue de régulariser cette opération,</p> <p>Article 4 : de préciser que les frais d'acte seront à la charge de la Ville,</p> <p>Article 5 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : https://www.telerecours.fr.</p>			
<u>POLE URBANISME/PATRIMOINE/CADRE DE VIE</u> <i>Services Techniques</i> Cession de Certificats d'Economie d'Energie (CEE) – convention avec la société CTR-OFEE <i>Pages 64 à 71</i>	Ière	M. PURGAL	Accord du Conseil à la majorité 2 contre : M. HEURFIN M. FLEURIER
DECIDE :			
<p>Article 1 : d'approuver le projet de convention avec la société CTR-OFEE dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energies ci-annexée.</p> <p>Article 2 : d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer et à exécuter l'avenant ci-joint.</p> <p>Article 3 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : https://www.telerecours.fr.</p>			
<u>POLE URBANISME/PATRIMOINE/CADRE DE VIE</u> <i>Services Techniques</i> Régularisation du statut de la vigne de Sannois <i>Pages 72 et 73</i>	Ière	M. PURGAL	Accord du Conseil à l'unanimité

DECIDE :

Article 1 : d'approuver la régularisation de ce nouveau statut de la vigne de Sannois, à savoir « vigne commerciale » depuis le 01 Aout 2023.

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les actes correspondants en vue de régulariser ce nouveau statut,

Article 3 : de préciser ce changement de statut imposera le paiement d'un impôt : le droit d'accise dont le montant est calculé par application d'un tarif fixé par le code des impositions sur les biens et services au nombre d'hectolitre de vin clair produit,

Article 4 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <https://www.telerecours.fr>.

PROXIMITE ET SOLIDARITES

OBJET	COMMISSIONS		
	N°	Rapporteur	Observations
<p><u>POLE PROXIMITE ET SOLIDARITE</u> <i>Santé</i> Convention de partenariat pour la prise en charge et le suivi des enfants vulnérables par des médecins du Centre Medico Social</p> <p style="text-align: right;"><i>Pages 74 à 81</i></p>	Ière	MME CAMPAGNE	<p>Accord du Conseil à l'unanimité 2 abstentions : M. HEURFIN M. FLEURIER</p>
DECIDE :			
<p>Article 1^{er} : d'approuver les termes de la convention de partenariat pour la prise en charge et le suivi des vulnérables par des médecins du centre médico social, ci-annexée.</p> <p>Article 2 : d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à signer ladite conventions,</p> <p>Article 3 : dit que les recettes seront encaissées au budget principal.</p> <p>Article 4 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : https://www.telerecours.fr.</p>			
<p><u>POLE PROXIMITE ET SOLIDARITE</u> <i>Santé</i> Charte : collectivité active du programme nationale nutrition santé</p> <p style="text-align: right;"><i>Pages 82 à 84</i></p>	Ière	M. FLAMENT	<p>Arrivée de M. PONCHEL Accord du Conseil à l'unanimité</p>
DECIDE :			
<p>Article 1 : d'approuver les termes de la charte ville active du PNNS, ci annexée.</p> <p>Article 2 : d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite Charte ainsi que tous les documents afférents à charte.</p> <p>Article 3 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : https://www.telerecours.fr.</p>			

OBJET	COMMISSIONS		
	N°	Rapporteur	Observations
<p><u>POLE PROXIMITE ET SOLIDARITE</u> <i>Santé</i> Convention de mise à disposition à titre précaire d'un espace dans un local municipal sis au 46 boulevard Charles de Gaulle</p> <p style="text-align: right;"><i>Pages 85 à 89</i></p>	Ière	M. ROZOT	Accord du Conseil à l'unanimité
DECIDE :			
<p>Article 1^{er} : d'approuver les termes de la convention de mise à disposition à titre précaire d'un espace dans un local municipal sis au 46 boulevard Charles De Gaulle, ci-annexée.</p> <p>Article 2 : d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à signer ladite convention.</p> <p>Article 3 : dit que les recettes seront encaissées au budget principal.</p> <p>Article 4 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : https://www.telerecours.fr.</p>			
<p><u>POLE PROXIMITE ET SOLIDARITE</u> <i>Social</i> Commission Communale pour l'Accessibilité - Rapport annuel 2022</p> <p style="text-align: right;"><i>Pages 90 à 110</i></p>	Ière	MME AUBIN	Donné acte
DECIDE :			
<p>Article 1 : de prendre acte de la communication du rapport annuel 2022 de la Commission Communale pour l'Accessibilité.</p> <p>Article 2 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : https://www.telerecours.fr.</p>			
<p><u>POLE PROXIMITE ET SOLIDARITE</u> <i>Politique de la Ville</i> Dotation de Solidarité Urbaine - Fonds de Solidarité des Communes de la Région Ile de France - Rapport sur l'emploi de la DSU et du FSRIF 2022</p> <p style="text-align: right;"><i>Pages 111 à 132</i></p>	Ière	MME CAPBLANC	Accord du Conseil à la majorité 2 contre : M. HEURFIN M. FLEURIER
DECIDE :			
<p>Article 1 : d'adopter le rapport sur l'emploi de la Dotation de Solidarité Urbaine et le Fonds de Solidarité des communes d'Ile-de-France 2022.</p> <p>Article 2 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : https://www.telerecours.fr.</p>			

OBJET	COMMISSIONS		
	N°	Rapporteur	Observations
<p><u>POLE PROXIMITE ET SOLIDARITE</u> <i>Culture</i> Musique - Enseignement musical non scolaire - Convention d'objectifs et de moyens ville de Sannois – Association Ecole de Musique de Sannois</p> <p style="text-align: right;"><i>Pages 133 à 155</i></p>	Ière	M. GORZA	<p>Accord du Conseil à l'unanimité 2 abstentions : M. HEURFIN M. FLEURIER</p>
DECIDE :			
<p>Article 1 : d'approuver la convention de collaboration d'objectifs et de moyens en matière d'enseignement musical ci-annexée.</p> <p>Article 2 : d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention avec l'Association Ecole de Musique de Sannois pour une durée de trois ans à compter du 1er septembre 2023 jusqu'au 31 Août 2026.</p> <p>Article 3 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : https://www.telerecours.fr.</p>			
<p><u>POLE PROXIMITE ET SOLIDARITE</u> <i>Culture</i> Musique - Enseignement musical non scolaire - Convention de mise à disposition de la villa Ribot – Association Puzzle</p> <p style="text-align: right;"><i>Pages 156 à 166</i></p>	Ière	M. GORZA	<p>Accord du Conseil à l'unanimité</p>
DECIDE :			
<p>Article 1 : d'approuver les termes de la convention de mise à disposition gracieuse de la Villa Ribot au profit de l'association Puzzle.</p> <p>Article 2 : d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à signer ladite convention.</p> <p>Article 3 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : https://www.telerecours.fr.</p>			
<p><u>POLE PROXIMITE ET SOLIDARITE</u> <i>Jeunesse</i> Convention type d'occupation du domaine public – Autorisation pour l'implantation de marchands ambulants de petite restauration à l'occasion des différentes manifestations organisées par la commune</p> <p style="text-align: right;"><i>Pages 167 à 171</i></p>	Ière	MME QUEYRAT MAUGIN	<p>Accord du Conseil à l'unanimité</p>

DECIDE :

Article 1 : d'approuver les termes de la convention type de mise à disposition du domaine public pour des marchands ambulants de petite restauration, lors de manifestations organisées par la Commune, telle que rédigée.

Article 2 : de fixer la redevance d'occupation du domaine public à 10 € net par heure d'un commerçant.

Article 3 : de fixer, par dérogation à l'article 2, la redevance d'occupation du domaine public au niveau du Moulin à 3 € net par heure.

Article 4 : d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à signer les conventions à intervenir.

Article 5 : dit que les recettes seront encaissées au budget principal.

Article 6 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <https://www.telerecours.fr>.

POLE PROXIMITE ET SOLIDARITE**Education**

Application de la grille de Quotient Familial

Pages 172 et 173

Ière

MME BRULE

Accord du Conseil à l'unanimité

DECIDE :

Article 1 : d'approuver à compter du 1^{er} septembre 2023, l'application de la tranche médiane de la grille de quotient familial (tranche 5) pour la facturation des fréquentations de ces enfants

Article 2 : de préciser que cette facturation sera adressée directement à l'Institut Saint Jean qui devra régler ces montants dans les délais définis dans le règlement intérieur des activités péri et extrascolaires au même titre que l'ensemble des familles sannoisiennes

Article 3 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <https://www.telerecours.fr>.

RESSOURCES

OBJET	COMMISSIONS		
	N°	Rapporteur	Observations
<p><u>Pôle ressources</u> <u>Finances</u> Exonération de la Taxe Locale sur la publicité extérieure (TLPE) applicable aux supports de publicité dépendant de contrats ou de conventions et assujettis à redevance d'occupation du domaine public</p> <p style="text-align: right;"><i>Pages 174 et 175</i></p>		M. FLAMENT	<p>Accord du Conseil à l'unanimité <u>2 abstentions :</u> M. HEURFIN M. FLEURIER</p>

DECIDE :

Article 1 : d'exonérer de la taxe locale sur la publicité extérieure les dispositifs publicitaires des concessions municipales d'affichage et de ceux apposés sur du mobilier urbain ou des kiosques à journaux conformément à l'article L 2333-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 2 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <https://www.telerecours.fr>.

<p><u>Pôle ressources</u> <u>Finances</u> Budget Principal ville 2023 - Décision Modificative N° 2</p> <p style="text-align: right;"><i>Pages 176 à 181</i></p>		MME ABDELOUHAB	<p>Accord du Conseil à la majorité <u>2 contre :</u> M. HEURFIN M. FLEURIER <u>6 abstentions :</u> M. PONCHEL Mme SAIDI M. LEGUEIL M. LAMARCHE M. ZAMBUJO Mme CHRISTIN</p>
---	--	----------------	--

DECIDE :

Article 1 : d'approuver la décision modificative n°2 comme ci-dessous :

SECTIONS	BP 2023 Reports 2022 compris	DM N°1	DM N°2	TOTAL
Investissement				
Dépenses	19 623 433,00 €	221 420,00 €	14 000,00 €	19 858 853,00 €
Recettes	19 623 433,00 €	221 420,00 €	14 000,00 €	19 858 853,00 €
Fonctionnement				
Dépenses	46 087 357,00 €	468 150,00 €	-873 600,00 €	45 681 907,00 €
Recettes	53 087 357,00 €	-31 850,00 €	-373 600,00 €	52 681 907,00 €
Ensemble				
Dépenses	65 710 790,00 €	689 570,00 €	-859 600,00 €	65 540 760,00 €
Recettes	72 710 790,00 €	189 570,00 €	-359 600,00 €	72 540 760,00 €

DECIDE :

* présentation par chapitre

SECTION	CHAPITRES	LIBELLES	DEPENSES	RECETTES
		INVESTISSEMENT		
	001	Résultat d'investissement reporté		
	021	Virement de la section de fonctionnement		-1 439 350,00
	040	Transfert entre sections	12 800,00	
	041	Opérations patrimoniales		
	10	Dotations, fonds divers et réserves		
	13	Subventions d'investissement		1 453 350,00
	16	Emprunts et dettes assimilées		
	20	Immobilisations incorporelles		
	204	Subventions d'équipement versées		
	21	Immobilisations corporelles		
	23	Immobilisations en cours	1 200,00	
	26	Participations et créances rattachées		
	27	Autres immobilisations financières		
	45	Travaux pour compte de tiers		
		Total Investissement	14 000,00	14 000,00

SECTION	CHAPITRES	LIBELLES	DEPENSES	RECETTES
		FONCTIONNEMENT		
	002	Résultat de fonctionnement reporté		
	023	Virement à l'investissement	-1 439 350,00	
	042	Transferts entre sections		12 800,00
	043	Opération d'ordre à l'intérieur de la section		
	011	Charges générales	29 570,00	
	012	Charges de personnel		
	013	Atténuation de charges		
	014	Atténuation de produits		
	65	Charges de gestion courante	536 180,00	
	66	Interêts dette		
	67	Charges exceptionnelles		
	70	Produits des services		
	73	Impôts et taxes		-386 400,00
	74	Dotations		
	75	Autres produits gestion courante		
	76	Produits financiers		
	77	Produits exceptionnels		
	78	Reprise sur provisions		
		Total Fonctionnement	-873 600,00	-373 600,00

Article 2 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <https://www.telerecours.fr>.

OBJET	COMMISSIONS		
	N°	Rapporteur	Observations
<u>Pôle ressources</u> <u><i>Ressources Humaines</i></u> Association de l'Ecole de Musique de Sannois - mise à disposition de Monsieur Alain PALMA – Renouvellement convention <i>Pages 182 à 186</i>		M. PORTIER	Accord du Conseil à l'unanimité

DECIDE :

Article 1 : de mettre Monsieur Alain PALMA à la disposition de l'Association de l'Ecole de Musique de Sannois à partir du 1^{er} Septembre 2023 jusqu'au 25 février 2025 inclus conformément à la convention ci-annexée.

Article 2 : de préciser que cette disposition prend effet sous réserve de l'accord écrit de Monsieur Alain PALMA.

Article 3 : d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de mise à disposition avec l'Association de l'école de Musique de Sannois.

Article 4 : de prévoir les crédits nécessaires au budget de l'exercice en cours.

Article 5 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <https://www.telerecours.fr>.

<u>Pôle ressources</u> <u><i>Ressources Humaines</i></u> Remboursement des frais de déplacement des agents <i>Pages 187 à 191</i>		M. PORTIER	Accord du Conseil à l'unanimité
---	--	------------	---------------------------------

DECIDE :**Article 1 : Définition**

Est considéré comme déplacement temporaire, l'agent qui se déplace pour les besoins du service hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale.

Ces déplacements peuvent concerner :

- Les déplacements professionnels liés à l'exercice des missions
- Les préparations aux concours et examens de la Fonction Publique Territoriale
- Les épreuves de ces concours et examens
- Les différentes catégories de formations (formations continues, formations initiales après concours : avant titularisation et d'adaptation à l'emploi, etc.).

Article 2 : Conditions

La prise en charge du déplacement justifiée par la réalité des besoins du service, doit être arrêtée par une décision administrative sous la forme d'un ordre de mission, établi avant la mission et signé de l'autorité territoriale ou du fonctionnaire ayant reçu délégation.

Le principe est que **la commune choisit, pour son agent en déplacement, le moyen de transport au tarif le moins onéreux** et, lorsque l'intérêt du service l'exige, le plus adapté à la nature du déplacement.

Article 3 : Frais de déplacement - Transports en commun

Les frais occasionnés par l'utilisation des transports en commun seront remboursés à l'agent sous réserve de l'établissement d'un ordre de mission et sur présentation des justificatifs.

Article 4 : Frais de déplacement - Utilisation du véhicule personnel

En cas d'usage du véhicule personnel à des fins professionnelles, l'agent devra vérifier auprès de son assurance personnelle que le trajet est assuré. Il devra fournir préalablement au déplacement envisagé la photocopie de son attestation d'assurance et de la carte grise du véhicule. Cette utilisation devra requérir l'accord du chef de service.

DECIDE :

L'usage d'un véhicule motorisé personnel donne lieu à perception d'indemnités kilométriques compensant l'ensemble des frais attachés au dit usage. Pour tout usage de véhicule motorisé personnel, le montant des indemnités est calculé en fonction du type de véhicule, de la puissance fiscale et du nombre de kilomètres parcourus.

Peu importe la catégorie du véhicule motorisé personnel, son usage est indemnisé selon l'une des 2 conditions suivantes :

- Soit sur la base du tarif de transport en commun le moins onéreux
- Soit sur la base des indemnités kilométriques, ci-dessous

Pour le remboursement sur la base d'indemnités kilométriques, la collectivité remboursera les frais de déplacement selon la réglementation en vigueur. Les taux sont fixés par décrets ou arrêtés ministériels. A titre d'exemple, l'arrêté du 14 mars 2022 prévoit les taux de remboursement suivants :

CATEGORIES (Puissance fiscale du véhicule)	Jusqu'à 2 000 km (En euros)	De 2 001 à 10 000 km (En euros)	Au-delà de 10 000 km (En euros)
De 5 CV et moins	0,32 €	0,40 €	0,23 €
De 6 et 7 CV	0,41 €	0,51 €	0,30 €
De 8 CV et plus	0,45 €	0,55 €	0,32 €
Véhicules 2/3 roues (cylindrée supérieure à 125 cm ³)	0,15 €		
Autres véhicules 2/3 roues motorisés	0,12 €		

Les moyens de transport non mentionnés dans le tableau ci-dessus ne feront pas l'objet de remboursement.

Dans le cas de l'utilisation d'un véhicule personnel, il appartient à l'agent de limiter au mieux les dépenses liées à son déplacement. Toutefois, les frais de péage et de stationnement peuvent également être pris en charge sur présentation des justificatifs de paiement.

En revanche, les frais d'assurance ou de réparation en cas d'accident ne sont pas pris en charge.

Article 5 : Frais de repas

Les frais de repas (déjeuner et dîner uniquement) peuvent être remboursés selon les frais réels engagés dans la limite du plafond réglementaire, fixé par arrêté ou par décret. A titre d'exemple, le plafond de remboursement des repas est fixé à 17,5 € par l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission.

Ces remboursements se feront sur présentation de justificatifs des dépenses engagées. Aucune indemnité pour frais supplémentaires de repas n'est versée à l'agent si les repas lui sont fournis gratuitement ou si la prestation comprend déjà les repas.

Article 6 : Frais d'hébergement

Lorsque l'agent se trouve en mission en dehors de ses résidences familiale et administrative et qu'il n'a pas la possibilité de rentrer chez lui, les frais d'hébergement peuvent donner lieu à remboursement au forfait, sur présentation d'un justificatif de paiement de l'hébergement. Ce remboursement des frais d'hébergement comprend les frais de petit-déjeuner.

Pour les lieux de déplacements professionnels facilement accessibles par tout moyen de transport et permettant à l'agent de rentrer le soir dans sa résidence familiale ou administrative, la collectivité se réserve la possibilité de ne pas prendre en charge les frais d'hébergement, même pour un déplacement professionnel de plusieurs jours.

DECIDE :

Les frais d'hébergement d'un agent en déplacement professionnel sont remboursés sur la base d'une indemnité forfaitaire établie selon les montants maximaux fixés par voie réglementaire (arrêtés). A titre d'exemple, le tableau ci-dessous reprend les plafonds fixés par l'article 1 de l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission, modifié par l'arrêté 11 octobre 2019 fixant les taux des indemnités de mission :

Région	Commune	Indemnité journalière maximale de remboursement des frais d'hébergement
En Île-de-France	A Paris	110 €
	Dans une autre commune du Grand Paris	90 €
	Dans une autre ville	70 €
Dans une autre	Dans une ville de + de 200 000 habitants	90 €
	Dans une autre commune	70 €

Les agents handicapés et en situation de mobilité réduite pourront recevoir une indemnité forfaitaire journalière de **120 €** pour leurs frais d'hébergement.

Aucune indemnité n'est due si l'agent est hébergé gratuitement ou en l'absence de justificatif de paiement de l'hébergement.

Article 7 : Frais liés aux déplacements pour rendez-vous médicaux

Les frais de transports résultant des examens réalisés auprès d'un médecin agréé pour expertise médicale sont pris en charge par la commune selon le même cadre que pour les autres missions de déplacements professionnels.

Dès lors que l'agent réalise des examens médicaux à la demande de la collectivité ou des examens liés à une maladie ou à un accident imputable au service, la collectivité peut prendre en charge les frais, y compris de transports, auprès du médecin de prévention.

Article 8 : Cumul

L'indemnisation des frais de transport, des frais de repas et d'hébergement n'est pas cumulable avec d'autres indemnités ayant le même objet.

Article 9 : Les crédits nécessaires sont prévus au budget de l'exercice en cours.

Article 10 : d'abroger la délibération N°2003/184 du Conseil Municipal du 15 octobre 2003.

Article 11 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <https://www.telerecours.fr>.

Pôle ressources
Ressources Humaines
Régime indemnitaire

Pages 192 à 203

M. PORTIER

Accord du Conseil à l'unanimité
2 abstentions :
M. HEURFIN
M. FLEURIER

DECIDE :**SECTION 1 – DISPOSITIONS RELATIVES AU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL****Article 1-1 : Bénéficiaires**

Tous les cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale peuvent désormais bénéficier du RISEEP à l'exception des policiers municipaux, des gardes champêtres, des sapeurs-pompiers professionnels, des professeurs et assistants territoriaux d'enseignement artistique ; des agents contractuels de droit privé (contrat d'apprentissage, les agents payés à l'heure, vacataires et emploi d'avenir) :

- Fonctionnaires titulaires ou stagiaires à temps complet, temps non complet ou à temps partiel,
- Et Agents contractuels de droit public à temps complet, temps non complet ou à temps partiel.

Article 1-2 : L'architecture du nouveau régime indemnitaire

Le RIFSEEP se compose de deux parties :

- Une part fixe : indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée à la nature des fonctions et à l'expérience de l'agent, versée mensuellement ;
- Une part variable : complément indemnitaire annuel tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA), versé annuellement.

L'IFSE constitue la part majoritaire du RIFSEEP, contrairement au CIA, qualifié de part résiduelle.

A noter que les plafonds de ces deux parts sont déterminés selon les groupes de fonctions, et la somme des deux parts ne peut dépasser le plafond global des primes octroyées aux agents de l'Etat.

Article 1-3 : L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)

Pour permettre la répartition des postes, 13 groupes de fonctions ont été identifiés au vu de 3 critères professionnels :

- fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Les groupes de fonctions sont composés de différents métiers et/ou fonctions, en tenant compte des niveaux hiérarchiques ainsi que du niveau d'expertise ou de technicité requis pour certaines fonctions.

Le montant de l'IFSE de chaque groupe est composé d'un montant socle qui diffère selon le groupe de fonctions et qui, le cas échéant, peut être complété d'un complément lié au poste occupé.

Les montants de l'IFSE sont versés dans la limite des plafonds réglementaires fixés pour chaque cadre d'emplois ouverts aux postes répertoriés par groupe de fonction, tels que mentionnés ci-dessous :

GROUPES DE FONCTION	Montant IFSE socle € brut/mois (Agent à temps plein)	Fonctions-emplois-métiers	Ouverture des postes aux Cadres d'emplois suivants	Plafond IFSE Montant maximal brut annuel (non-logé)	IFSE Montant maximal brut annuel (logé)	Plafond CIA Brut annuel
A+1	Montant déterminé par l'autorité territoriale (Dans la limite des plafonds réglementaires par cadre d'emplois)	Directeur(rice) général des services <i>Emploi fonctionnel</i>	Attachés territoriaux	36 210 €	22 310 €	6 390 €
			Ingénieurs territoriaux	46 920 €	32 850 €	8 280 €
A+2	1 775 €	Directeur(rice) général adjoint (emplois fonctionnels) <i>(Fonctions éligibles à une majoration maxi 20%)</i>	Attachés territoriaux	32 130 €	17 205 €	5 670 €
		Directeur(rice) des services techniques (emplois fonctionnels) <i>(Fonctions éligibles à une majoration maxi 20%)</i>	Ingénieurs territoriaux	40 290 €	28 200 €	7 110 €
A+3	1260 €	Responsabilité de service de fonctions supports : <i>(Fonctions éligibles à une majoration maxi 30%)</i> Directeur(trice) des Ressources Humaines Directeur(rice) des finances Directeur(rice) des systèmes d'informations Directeur(rice) du service juridique	Attaché territorial	25 500 €	14 320 €	4 500 €
			Ingénieurs territorial	36 000 €	25 190 €	6 350 €
			Techniciens territoriaux	19 660 €	13 760 €	2 680 €
A+4	1 500€	Médecin praticien <i>(Fonctions éligibles à une majoration maxi 20%)</i>	Médecins territoriaux	43 180 €	43 180 €	7 620 €
A1	1050€	Responsabilité de service : Directeur(rice) du CCAS Responsable du service Bâtiments Responsable des espaces verts Responsable voirie Responsable administration DST Responsable du CMS Responsable service citoyenneté Responsable du service des sports Responsable du service culture Responsable du service jeunesse-enfance Responsable du service éducation Responsable de l'urbanisme Responsable communication, citoyenneté, évènementiel Responsable du service développement local et prévention	Attachés territoriaux	25 500 €	14 320 €	4 500 €
			Ingénieurs territoriaux	36 000 €	25 190 €	6 350 €
			Conseillers socio-éducatifs	25 500 €	25 500 €	4 500 €
			Assistants socio-éducatifs	19 480 €	19 480 €	3 440 €
			Cadre de santé paramédicaux	25 500 €	25 500 €	4 500 €
			Psychologues territoriaux	25 500 €	25 500 €	4 500 €
			Puéricultrices territoriales	19 480 €	19 480 €	3 440 €
			Puéricultrices cadres territoriaux de santé	25 500 €	25 500 €	4 500 €
			Infirmiers territoriaux en soins généraux	19 480 €	19 480 €	3 440 €
			Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens, orthophonistes	19 480 €	19 480 €	3 440 €
			Attachés de conservation du patrimoine	29 750 €	29 750 €	5 250 €
			Conseillers territoriaux des A.P. S	25 500 €	25 500 €	4 500 €
			Rédacteurs territoriaux	17 480 €	8 030 €	2 380 €
			Techniciens territoriaux	19 660 €	13 760 €	2 680 €
			Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques	16 720 €	16 720 €	2 280 €
Animateurs territoriaux	17 480 €	8 030 €	2 380 €			

A2	825€	Responsabilité adjointe ou de pôle : (Fonctions éligibles à une majoration maxi 20%)	Attachés territoriaux	20 400 €	11 160 €	3 600 €
		Responsable du pôle sénior - CCAS	Ingénieurs territoriaux	31 450 €	22 015 €	5 550 €
		Responsable du pôle petite enfance-CCAS	Conseillers socio-éducatifs	20 400 €	20 400 €	3 600 €
		Responsable du pôle accompagnement social - CCAS	Assistants socio-éducatifs	15 300 €	15 300 €	2 700 €
		Adjoint au Directeur(trice) des Ressources Humaines	Cadre de santé paramédicaux	20 400 €	20 400 €	3 600 €
		Responsable du pôle recrutement/formation	Psychologues territoriaux	20 400 €	20 400 €	3 600 €
		Responsable du pôle régie centralisée	Puéricultrices territoriales	15 300 €	15 300 €	2 700 €
		Responsable du pôle finances	Puéricultrices cadres territoriaux de santé	20 400 €	20 400 €	3 600 €
		Adjoint(e) au responsable du service DSIT/administrateur systèmes et réseaux	Infirmiers territoriaux en soins généraux	15 300 €	15 300 €	2 700 €
		Adjoint(e) au responsable du service culturel	Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens, orthophonistes	15 300 €	15 300 €	2 700 €
		Adjoint(e) au responsable du service bâtiment	Attachés de conservation du patrimoine	27 200 €	27 200 €	4 800 €
		Adjoint(e) au responsable du service citoyenneté	Conseillers territoriaux des A.P. S	20 400 €	20 400 €	3 600 €
		Adjoint(e) au responsable du service urbanisme	Rédacteurs territoriaux	16 015 €	7 220 €	2 185 €
		Adjoint(e) au responsable du service des sports	Techniciens territoriaux	18 580 €	13 005 €	2 535 €
		Adjoint(e) au responsable du service scolaire	Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques	14 960 €	14 960 €	2 040 €
			Animateurs territoriaux	16 015 €	7 220 €	2 185 €

GROUPES DE FONCTION	Montant IFSE socle € brut/mois (Agent à temps plein)	Fonctions-emplois-métiers	Ouverture des postes aux Cadres d'emplois suivants	Plafond IFSE Montant maximal brut annuel (non-logé)	IFSE Montant maximal brut annuel (logé)	Plafond CIA Brut annuel
A3	660€	<p><u>Cadre spécialisé(e) avec expertise ou technicité particulière :</u> (Fonctions éligibles à une majoration maxi 20%)</p> <p>Chargé(e) des affaires juridiques Chargé(e) de missions Chef de projets Manager du territoire</p> <p>Responsable bureau d'études ST Responsable du développement durable Responsable Habitat Logement Responsable Documentation/Archives Psychologue de crèche</p> <p><u>Responsabilité de petites unités ou équipements, avec encadrement et responsabilité budgétaire :</u> (Fonctions éligibles à une majoration maxi 20%)</p> <p>Responsable de structure, dont : MLA Résidence Autonomie Utrillo Crèches et multi-accueil Centre social Chouchena</p>	Attachés territoriaux	20 400 €	11 160 €	3 600 €
			Ingénieurs territoriaux	31 450 €	22 015 €	5 550 €
			Conseillers socio-éducatifs	20 400 €	20 400 €	3 600 €
			Assistants socio-éducatifs	15 300 €	15 300 €	2 700 €
			Cadre de santé paramédicaux	20 400 €	20 400 €	3 600 €
			Psychologues territoriaux	20 400 €	20 400 €	3 600 €
			Puéricultrices territoriales	15 300 €	15 300 €	2 700 €
			Puéricultrices cadres territoriaux de santé	20 400 €	20 400 €	3 600 €
			Infirmiers territoriaux en soins généraux	15 300 €	15 300 €	2 700 €
			Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens, orthophonistes	15 300 €	15 300 €	2 700 €
			Attachés de conservation du patrimoine	27 200 €	27 200 €	4 800 €
			Conseillers territoriaux des A.P. S	20 400 €	20 400 €	3 600 €
			Rédacteurs territoriaux	14 650 €	6 670 €	1 995 €
			Techniciens territoriaux	17 500 €	12 250 €	2 385€
			Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques	14 960 €	14 960 €	2 040 €
Animateurs territoriaux	14 650 €	6 670 €	1 995 €			
A4	545€	<p><u>Responsabilité Adjointe de petites unités ou équipements, avec encadrement et responsabilité budgétaire :</u> (Fonctions éligibles à une majoration maxi 15%)</p> <p>Responsable adjoint(e) des crèches Responsable équipes MAD</p>	Puéricultrices territoriales	15 300 €	15 300 €	2 700 €
			Rédacteurs territoriaux	14 650 €	6 670 €	1 995 €
			Puéricultrices cadres territoriaux de santé	20 400 €	20 400 €	3 600 €
			Educateurs de jeunes enfants	14 000 €	14 000 €	1 680 €
			Infirmiers territoriaux en soins généraux	15 300 €	15 300 €	2 700 €
A5	430€	<p><u>Fonctions avec technicité et/ou spécialisation, liées à une réforme du cadre d'emplois sur une strate supérieure :</u> (Fonctions éligibles à une majoration maxi 20%)</p> <p>Educateurs de jeunes Enfants - CCAS Travailleurs sociaux- CCAS Animateur(rice) RAM - CCAS</p>	Educateurs de jeunes enfants	13 500 €	13 500 €	1 620 €
			Assistants socio-éducatifs	15 300 €	15 300 €	2 700 €

GROUPES DE FONCTION	Montant IFSE socle € brut/mois (Agent à temps plein)	Fonctions-emplois-métiers	Ouverture des postes aux Cadres d'emplois suivants	Plafond IFSE Montant maximal brut annuel (non-logé)	IFSE Montant maximal brut annuel (logé)	Plafond CIA Brut annuel
B1	545€	<u>Responsabilité d'équipements avec encadrement et responsabilité budgétaire :</u> <i>(Fonctions éligibles à une majoration maxi 35%)</i> Responsable du CTM Responsable Régie espaces verts Responsable du Centre Cyrano Responsable équipe MAD <u>Coordination d'équipes :</u> Coordinateur(trice) enfance/jeunesse Coordinateur(trice) scolaire	Rédacteurs territoriaux	14 650 €	6 670 €	1 995 €
			Techniciens territoriaux	17 500 €	12 250 €	2 385€
			Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques	14 960 €	14 960 €	2 040 €
			Animateurs territoriaux	14 650 €	6 670 €	1 995 €
			Adjoints administratifs	11 340 €	7 090 €	1 260 €
			Adjoints d'animation			
			Adjoints du patrimoine			
			Adjoints techniques			
			Agent de maitrise			
Agents sociaux						
B2	430€	<u>Responsabilité de structure jeunesse :</u> Responsable Accueil Enfance Jeunesse - ALSH avec effectifs enfants +80 et +80 jours d'ouverture <u>Responsabilité adjointe d'équipements :</u> Responsable Adjoint(e) du CTM	Rédacteurs territoriaux	14 650 €	6 670 €	1 995 €
			Techniciens territoriaux	17 500 €	12 250 €	2 385€
			Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques	14 960 €	14 960 €	2 040 €
			Animateurs territoriaux	14 650 €	6 670 €	1 995 €
			Adjoints administratifs	10 800 €	6 750 €	1 200 €
			Adjoints d'animation			
			Adjoints du patrimoine			
			Adjoints techniques			
			Agent de maitrise			
Agents sociaux						
B3	380€	<u>Responsabilité adjointe d'équipements (niveau inférieur au B2) :</u> Responsable Accueil Enfance Jeunesse ALSH Périscolaire + mercredi Responsable Adjoint (e) - Ecole Paty <u>Métiers ou Fonctions administratives, techniques, comptables :</u> <i>(Fonctions éligibles à une majoration maxi 60%) :</i> Technicien(e)s bâtiment, voirie, EV, Techniciens (e) s TI <i>(Fonctions éligibles à une majoration maxi 35%) :</i> Graphiste, Assistant(c) de direction DG, Assistant(c) de direction Cabinet du Maire, Gestionnaires Financier, Gestionnaire Urbanisme Gestionnaire Ressources Humaines Chargé(e) de communication <i>(Fonctions éligibles à une majoration maxi 15%)</i> Responsable régie bâtiment, propreté voirie, fêtes et cérémonies, logistique, Médiateur(trice) culturel, Community manager, Assistant(e) de direction CCAS, Educateur(trice) sportif, Référent(e) famille, Référent(e) du centre social- CCAS, Coordinateur(trice) animation séniors- CCAS	Techniciens territoriaux	17 500 €	12 250 €	2 385€
			Rédacteurs territoriaux	14 650 €	6 670 €	1 995 €
			Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques	14 960 €	14 960 €	2 040 €
			Animateurs territoriaux	14 650 €	6 670 €	1 995 €
			Educateurs A.P.S	17 480€	8 030€	2 380€
			Adjoints administratifs	10 800 €	6 750 €	1 200 €
			Adjoints d'animation			
			Adjoints du patrimoine			
			Adjoints techniques			
			Agent de maitrise			
			Agents sociaux			

GROUPE DE FONCTION	Montant IFSE socle € brut/mois (Agent à temps plein)	Fonctions-emplois-métiers	Ouverture des postes aux Cadres d'emplois suivants	Plafond IFSE Montant maximal brut annuel (non-logé)	IFSE Montant maximal brut annuel (logé)	Plafond CIA Brut annuel
B4	330€	<u>Fonctions avec technicité et/ou spécialisation, liées à une réforme du cadre d'emplois sur une strate supérieure :</u> Auxiliaires de puéricultrice	Auxiliaires de puéricultrice	9 000 €	5 150 €	1 230 €
C1	280€	<u>Responsabilité de petites unités :</u> Responsable ALSH périscolaire Responsable des équipements sportifs Responsable d'office de restauration Surveillants(es) de travaux Chefs(fes) d'équipes opérationnelles Responsable du pôle reprographie Gestionnaire comptable DST Responsable maintenance des véhicules Responsable Brigade Verte	Adjoints administratifs Adjoints d'animation Adjoints du patrimoine Adjoints techniques Agent de maîtrise Agents sociaux	10 800 €	6 750 €	1 200 €
C2	230€	<u>Equipe opérationnelle + Fonction d'exécution avec spécialisation/technicité :</u> Secrétaire de direction Gestionnaire administratif ou comptable Aide auxiliaire de puéricultrice- CCAS ATSEM Animateurs(trices) Agent(e) administratif d'accueil et de gestion Secrétaire - résidence autonomie-CCAS Animateur(trice) résidence autonomie – CCAS Agent de propreté urbaine - Chauffeur Appariteur(trice) Réfèrent(e) distribution des offices des écoles Agent(e) technique qualifié (plombier, électricien, serrurier maçon, mécanicien...) ASVP Chefs(fes) adjoints(es) d'équipes opérationnelles Agent(e) de voirie Conducteur(trice) poids lourds-engins Assistante Dentaire Agent brigade vertea	Adjoints administratifs Adjoints d'animation Adjoints du patrimoine Adjoints techniques Agent de maîtrise Agents sociaux ATSEM Auxiliaires de soins	10 800 €	6 750 €	1 200 €
C3	180€	<u>Fonction d'exécution de 1er niveau :</u> Agent(e) technique : propreté, entretien, restauration, espaces verts Agent(e) technique du service des sports Agent(e) technique polyvalent Gardien(ne) de l'Hôtel de Ville Agent(e) de surveillance des équipements communaux Agent(e) des points école Agent(e) de portage des repas des séniors Aides à domicile	Adjoints techniques Adjoints administratifs Agent de maîtrise Agents sociaux	10 800 €	6 750 €	1 200 €

Le régime indemnitaire des agents contractuels sur emploi permanent et non permanents accomplissant une mission temporaire (remplacement, congé maladie, renfort, emploi saisonnier...) est détaillé comme suit :

Catégorie	Montant compris entre
A	430€ / 660€
B	330€ / 545€
C	180€ / 280€
Emploi saisonnier	100€

Article 1-4 : Les modalités de versement de l'IFSE socle

Chaque agent est classé dans un groupe de fonctions correspondant à son emploi suivant le niveau de fonctions, d'expertise et de sujétions auquel il est exposé.

Le montant de l'IFSE sera notifié par arrêté individuel. L'IFSE sera versée mensuellement. Elle suivra le sort du traitement indiciaire notamment en cas de congés liés à l'état de santé ou retenues (droit de grève, absence de service fait, ...) et variera selon la quotité du temps de travail.

Article 1-5 : La revalorisation de l'IFSE socle pour certaines fonctions éligibles

Une majoration complémentaire sera accordée aux fonctions éligibles répertoriées, selon les critères suivants :

- Difficultés de recrutement sur des « métiers en tension » liées à un marché de l'emploi fortement Concurrentiel
- Niveau de technicité, d'expertise et d'expérience professionnelle acquis par les agents
- Valorisation des fonctions exercées sur les fonctions supports de la collectivité
- Fidélisation des agents occupant certains postes par la reconnaissance de leur profil

Les majorations complémentaires à l'IFSE socle seront accordées sur les fonctions éligibles, de la manière suivante :

- **Groupe A+1** : Fonctions de Direction générale : **Montant déterminé par l'autorité territoriale** (*Dans la limite des plafonds réglementaires par cadre d'emplois*)
- **Groupe A+2** : Fonctions de Direction générale adjointe et de Direction des services techniques
Majoration maximale de 20% du montant de l'IFSE socle
Critères de modulation retenus : Niveau d'expertise expérimenté- Stratégie de pilotage de politique publique à forte exposition et aux risques financiers, juridiques élevés
- **Groupe A+3** : Fonctions Responsabilité de service de fonctions support
Majoration maximale de 30% du montant de l'IFSE socle
Critères de modulation retenus : Niveau d'expertise expérimenté- Stratégie de pilotage
Difficultés de Recrutement sur des « métiers en tension » liées à un marché de l'emploi fortement concurrentiel
 Valorisation de la technicité et de l'expertise acquise par les agents en fonction
- **Groupe A+4** : Fonctions de médecins praticiens
Majoration maximale de 20% du montant de l'IFSE socle
Critères de modulation retenus : Difficultés de recrutement sur des « métiers en tension » liées à un marché de l'emploi fortement concurrentiel
- **Groupe A1** : Responsabilité de service des fonctions supports : Ressources Humaines, Finances, Systèmes d'informations
Majoration maximale de 20% du montant de l'IFSE socle
Critères de modulation retenus : Niveau d'expertise expérimenté- Stratégie de pilotage - Difficultés de Recrutement sur des « métiers en tension » liées à un marché de l'emploi fortement concurrentiel
 Valorisation de la technicité et de l'expertise acquise par les agents en fonction
- **Groupe A2** : Responsabilité adjointe ou de pôle de service :
Majoration maximale de 20% du montant de l'IFSE socle
Critères de modulation retenus : Niveau d'expertise expérimenté- Stratégie de pilotage - Difficultés de Recrutement sur des « métiers en tension » liées à un marché de l'emploi fortement concurrentiel – Valorisation de la technicité et de l'expertise acquise par les agents en fonction
- **Groupe A3** : Fonctions de Chargé (e) de mission, projets, études : Chargé (e) des affaires juridiques, Chargé (e) de Mission, Chef de projet, Manager du territoire et Direction de crèches ou multi-accueil
Majoration maximale de 20% du montant de l'IFSE socle
Critères de modulation retenus : Niveau d'expertise expérimenté, technicité et spécificité des métiers
Difficultés de recrutement sur des « métiers en tension » liées à un marché de l'emploi fortement concurrentiel Valorisation de la technicité et de l'expertise acquise par les agents en fonction
- **Groupe A5** : Fonctions d'éducateurs(trices) de jeunes enfants et travailleurs sociaux
Majoration maximale de 20% du montant de l'IFSE socle
Critères de modulation retenus : Difficultés de recrutement sur des « métiers en tension » liées à un marché de l'emploi fortement concurrentiel sur le secteur de la petite enfance et de l'accompagnement social

- **Groupe B1** : Fonction de Responsable du Centre technique Municipal
Majoration maximale de 35% du montant de l'IFSE socle
Critères de modulation retenus : Niveau d'expertise expérimenté, technicité du métier - Difficultés de recrutement sur des « métiers en tension » liées à un marché de l'emploi fortement concurrentiel sur la filière technique -Valorisation de la technicité et de l'expertise acquise par l'agent en fonction
- **Groupe B3** : Fonctions de techniciens(nes) bâtiment, voirie, espaces verts, systèmes informatiques ;
 - **Majoration maximale de 60% du montant de l'IFSE socle**
Critères de modulation retenus : Niveau d'expertise expérimenté, technicité du métier - Difficultés de recrutement sur des « métiers en tension » liées à un marché de l'emploi fortement concurrentiel sur la filière technique -Valorisation de la technicité et de l'expertise acquise par l'agent en fonction
- **Groupe B3** : Fonctions d'assistantat de Direction de la Direction générale des services et du Cabinet du Maire et les fonctions de Gestionnaires Rh, Urbanisme, finances
Majoration maximale de 35% du montant de l'IFSE socle
Critères de modulation retenus : Niveau d'expertise expérimenté, technicité du métier - Difficultés de recrutement sur des « métiers en tension » liées à un marché de l'emploi fortement concurrentiel sur les fonctions supports de la collectivité -Valorisation de la technicité et de l'expertise acquise par l'agent en fonction.
Majoration maximale de 15% du montant de l'IFSE socle
Critères de modulation retenus : Niveau d'expertise expérimenté, technicité du métier - Difficultés de recrutement sur des « métiers en tension » liées à un marché de l'emploi fortement concurrentiel sur les fonctions supports de la collectivité -Valorisation de la technicité et de l'expertise acquise par l'agent en fonction

Article 1-6 : Le complément indemnitaire annuel (CIA)

Le CIA varie individuellement, selon un pourcentage compris entre 0% et 100% du plafond annuel. Son attribution est étudiée annuellement en fonction de l'engagement et de la manière de servir de l'agent, appréciés dans le cadre de la procédure d'entretien professionnel.

Le régime indemnitaire fait l'objet d'un réexamen à chaque changement de fonction ou de grade.

En l'absence de changement, le réexamen intervient au moins tous les quatre ans.

Ce réexamen n'oblige pas à une revalorisation.

L'IFSE et le CIA sont exclusifs de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Ainsi, pour les agents de la ville de Sannois relevant des cadres d'emplois concernés, le RIFSEEP remplace notamment :

- Les primes de fonction 1 et 2
- L'IFTS
- L'indemnité de responsabilité des régisseurs
- Les indemnités pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants
- L'indemnité des agents des services municipaux d'inhumation
- La PSR

Le RIFSEEP reste cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (exemples : heures supplémentaires, astreintes, permanences),
- Les indemnités liées à un travail spécifique : travail de nuit, de dimanche et jours fériés, élections,
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemple : GIPA)
- Les primes régies par l'article 111 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 (exemple : prime annuelle)
- La prime de responsabilité versée au DGS

Article 1-7 : Maintien à titre personnel

Le montant total du régime indemnitaire dont bénéficiait l'agent en application des dispositions réglementaires antérieures est maintenu, à titre individuel, lorsque ce montant se trouve diminué suite à la mise en place du RIFSEEP.

Ainsi, les agents, dont le montant total des primes transposables dans le RIFSEEP dépasse le plafond de l'IFSE, conservent ce montant à titre personnel. En cas de recrutement, l'IFSE pourra être conservée au titre du maintien à titre personnel antérieur. Celui-ci est acquis mais ne pourra plus faire l'objet de revalorisation.

Article 1-8 : Date de mise en œuvre

Ces dispositions entreront en vigueur à compter du 1^{er} octobre 2023

SECTION 2 – DISPOSITIONS RELATIVES AUX AUTRES PRIMES ET INDEMNITES COMPOSANT LE REGIME INDEMNITAIRE

Article 2-1 : Concernant les cadres d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique, des agents de police municipale, des chefs de service de police municipale, des assistants territoriaux d'enseignement artistique les dispositions précédemment délibérées demeurent en vigueur et demeurent exclus des conditions d'octroi du RIFSEEP.

SECTION 3 – DISPOSITIONS RELATIVES A L'INDEMNISATION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES

Article 3-1 : Considérant que le personnel peut être appelé, selon les besoins du service, à effectuer des heures complémentaires dans la limite de la durée légale du travail et des heures supplémentaires au-delà de la durée légale de travail, à la demande de l'autorité territoriale pour assurer la continuité du service public et répondre aux obligations réglementaires des services.

Article 3-2 : Peuvent être amenés à effectuer des heures supplémentaires, en raison des nécessités de service et à la demande de l'autorité territoriale, les agents titulaires, stagiaires et contractuels à temps complet et à temps partiel, de catégorie A, B ou C. A titre exceptionnel, les agents à temps non complet peuvent effectuer des heures complémentaires.

Article 3-3 : Les heures supplémentaires effectuées sont, par principe, récupérées. Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) sont néanmoins susceptibles d'être versées aux agents, fonctionnaire, stagiaire ou contractuel, de catégorie C et de catégorie B, quel que soit leur cadre d'emplois. Pour les agents de catégorie A, B ou C relevant de la filière sanitaire et sociale, le plafond mensuel est fixé à 20 heures par mois.

Article 3-4 : Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont versées dans le cadre de la réalisation effective d'heures supplémentaires, accomplies uniquement sur instruction de l'autorité territoriale, et sur la base d'un relevé indiquant la quantité, les dates et heures et l'objet des missions effectuées en heures supplémentaires.

Le nombre d'heures supplémentaires accomplies ne peut dépasser un contingent mensuel limité à 25 heures pour un agent à temps complet, y compris les heures supplémentaires de dimanche, de jours fériés et de nuit sauf en cas de circonstances exceptionnelles et après avis du Comité Social Territorial.

Le nombre d'heures supplémentaires réalisées par un agent à temps partiel ne peut excéder un nombre égal au produit de la quotité de travail à temps partiel par 25 heures.

Le nombre d'heures complémentaires effectuées par un agent à temps non complet ne peut conduire au dépassement de 35 heures par semaine.

Article 3-5 : L'indemnisation des heures supplémentaires est effectuée selon les prescriptions réglementaires en vigueur, aux taux de majoration prévus par le décret n° 2002- 60 du 14 janvier 2002.

Les heures complémentaires réalisées par les agents à temps non complet sont rémunérées sur la base du traitement habituel de l'agent.

La récupération des heures supplémentaires pour les catégories B et C suit les mêmes taux de majoration que ceux prévus en cas de paiement.

SECTION 4 – DISPOSITION A PORTEE GENERALE

Article 4-1 : Modalités de versement

En cas d'attribution de l'IFSE, elle sera versée mensuellement.

En cas d'attribution d'un complément de majoration de l'IFSE socle pour certaines fonctions éligibles, il sera versé mensuellement.

En cas d'attribution du CIA, ce dernier est versé en une fois annuellement.

Cependant, leur versement sera proratisé dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire, notamment pour les agents à temps partiel, temps non complet, demi-traitement.

Article 4-2 : Sort des primes en cas d'absence

En cas de maladie ordinaire, le montant des primes suit le sort du traitement indiciaire :

- Primes payées à taux plein quand l'agent perçoit un plein traitement
- Primes payées à moitié quand l'agent perçoit un demi-traitement
- Primes non versées quand l'agent est sans traitement.

En cas de congé de longue maladie, de congé de longue durée, ou de congé de grave maladie, les primes ne sont plus versées à compter de l'avis du Conseil médical (qui regroupe dorénavant le Comité médical et la commission de réforme).

Durant les périodes de congé annuel, de récupération de Temps de Travail, de congé de maternité ou paternité, de congé pour accident de service ou maladie professionnelle, et en cas de travail à temps partiel thérapeutique, les primes sont maintenues intégralement.

Article 4-3 : A compter du 1^{er} octobre 2023, il convient d'abroger la délibération n°2022/104 du 22 septembre 2022 relative à la refonte du régime indemnitaire

Article 4-4 : Les crédits nécessaires sont inscrits chaque année au budget.

Article 4-5 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <https://www.telerecours.fr>.

Pôle ressources

Ressources Humaines

Modification du tableau des effectifs

Pages 204 à 206

M. PORTIER

**Accord du Conseil à la majorité
2 contre :**

**M. HEURFIN
M. FLEURIER**

6 abstentions :

**M. PONCHEL
Mme SAIDI
M. LEGUEIL
M. LAMARCHE
M. ZAMBUJO
Mme CHRISTIN**

DECIDE :

Article 1 : qu'à compter du 1^{er} octobre 2023, le tableau des effectifs est arrêté conformément au tableau ci-joint.

Article 2 : que les crédits nécessaires sont prévus au budget de l'exercice en cours.

Article 3 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <https://www.telerecours.fr>.

Pôle ressources

Affaires Générales

Rapport d'activités 2022 de la
Communauté d'Agglomération Val
Paris

Pages 207 à 248

M. JAMET

Donné acte

DECIDE :

Article 1 : de prendre acte de la communication du rapport d'activité 2022 de la Communauté d'Agglomération Val Paris.

Article 2 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>.

OBJET	COMMISSIONS		
	N°	Rapporteur	Observations
<p><u>Pôle ressources</u> <u>Affaires Générales</u> Motion pour la réduction des nuisances aériennes sur le territoire de la commune de Sannois</p> <p style="text-align: right;"><i>Pages 249 à 252</i></p>		MME HELT	Accord du Conseil à l'unanimité
DECIDE :			
<p>Article 1 : de réitérer pour l'aéroport de Roissy-Charles De Gaulle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le plafonnement du trafic à 440 000 mouvements annuels. - L'instauration d'un couvre-feu entre 22h et 6h. <p>Article 2 : de demander pour l'aéroport d'Orly :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le plafonnement du trafic à 200 000 mouvements annuels. - L'allongement significatif du couvre-feu actuellement fixé de 23h30 à 6h. <p>Article 3 : de demander pour l'aéroport du Bourget :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le plafonnement du trafic à 50 000 mouvements annuels. - L'instauration d'un couvre-feu entre 22h et 6h. <p>Article 4 : de demander pour ces 3 aéroports franciliens :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La détermination d'objectifs de réduction du bruit aérien et du nombre d'habitants impactés, de jour comme de nuit, - L'utilisation de nouvelles valeurs limites de Lden45 et Lnight40, recommandées par l'OMS, pour la réalisation des différents documents (Carte stratégique du bruit, Plan de gêne sonore, Plan d'Exposition au bruit). - L'interdiction des avions les plus bruyants. <p>Article 5 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : https://www.telerecours.fr.</p>			
<p><u>Pôle ressources</u> <u>Affaires Générales</u> Subvention exceptionnelle à ACTED, ONG Française Internationale, pour venir en aide aux populations Marocaines</p> <p style="text-align: right;"><i>Pages 253 et 254</i></p>		MME FAUCONNIER	Accord du Conseil à l'unanimité
DECIDE :			
<p>Article 1 : d'autoriser Monsieur le Maire à verser une subvention exceptionnelle de 5000 € à ACTED, ONG française de solidarité internationale, pour venir en aide à la population marocaine.</p> <p>Article 2 : de donner pouvoir à Monsieur le Maire ou son représentant pour signer tous les documents relatifs à cette décision.</p> <p>Article 3 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : https://www.telerecours.fr.</p>			

OBJET	Rapporteur	Observations
<p><u>Pôle ressources</u> <u>Affaires Générales</u> Maintien des fonctions d'Adjoint au Maire de Mme JACQUET-LEGER</p> <p style="text-align: center;">ORDRE DU JOUR COMPLEMENTAIRE</p>	M. JAMET	<p>Pour le maintien des fonctions de Mme Jacquet-Léger : <u>7 voix Pour :</u> Mme JACQUET LEGER M. PONCHEL Mme SAIDI M. LEGUEIL M. LAMARCHE M. ZAMBUJO Mme CHRISTIN <u>2 Abstentions :</u> M. HEURFIN M. FLEURIER</p>
<p>DECIDE :</p> <p>Article 1 : De ne pas maintenir Madame JACQUET-LEGER dans ses fonctions d'Ajointe au Maire.</p> <p>Article 2 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : https://www.telerecours.fr.</p>		
<p><u>Pôle ressources</u> <u>Affaires Générales</u> Election d'un nouvel Adjoint au Maire</p> <p style="text-align: center;">ORDRE DU JOUR COMPLEMENTAIRE</p>	M. JAMET	<p>7 nuls 3 blancs 2 ne prennent pas part au vote 22 pour Mme Capblanc</p>

DECIDE :

Article 1 : Mme CAPBLANC Nathalie est élu(e) à la majorité, Adjoint au Maire et est immédiatement installé(e).

Article 2 : Le nouvel Adjoint occupera le dernier rang dans l'ordre du tableau des Adjoints.

Article 3 : le tableau d'ordre des Adjoints est fixé comme suit :

Fonction	Qualité (M.ou Mme)	NOM & PRENOM
Maire	M.	JAMET Bernard
1 ^{er} Adjoint	M.	WILLIOT Claude
2 ^{ème} Adjoint	M	GORZA Laurent
3 ^{ème} Adjoint	Mme	TROUZIER – EVEQUE Laurence
4 ^{ème} Adjoint	M.	FLAMENT Nicolas
5 ^{ème} Adjoint	Mme	ABDELOUHAB Nasséra
6 ^{ème} Adjoint	M.	PORTIER Daniel
7 ^{ème} Adjoint	Mme	CAMPAGNE Séverine
8 ^{ème} Adjoint	M.	PURGAL Frédéric
9 ^{ème} Adjoint	Mme	BRULE Marie-Claude
10 ^{ème} Adjoint	Mme	CAPBLANC Nathalie

Article 4 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <https://www.telerecours.fr>.

Pôle ressources**Affaires Générales**

Indemnités de fonctions des élus-
modification

**ORDRE DU JOUR
COMPLEMENTAIRE**

M. JAMET

**Accord du Conseil à
l'unanimité**

6 abstentions :

**M. PONCHEL
Mme SAIDI
M. LEGUEIL
M. LAMARCHE
M. ZAMBUJO
Mme CHRISTIN**

DECIDE :

Article 1 : L'enveloppe globale maximale des indemnités de fonctions est arrêtée comme suit :

1- Enveloppe de base :

1.1- Maire : 90% de l'indice brut terminal pour une commune de la strate de 20.000 à 49.999 habitants.

1.2- Adjointes : 10 postes x 33 % de l'indice brut terminal.

Soit un montant total 17 160,99€

Article 2 : **A compter du 1^{er} octobre 2023**, l'enveloppe globale est répartie entre le Maire, les dix Adjointes, les dix Conseillers Municipaux Délégués,

Article 3 : Les crédits nécessaires au règlement de cette dépense sont ouverts à l'article 92-021 du budget principal en cours.

Article 4 : Les indemnités de fonction sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires.

Article 5 : **D'abroger** la délibération N°2022/152 du 15 décembre 2022.

Article 6 : **De préciser** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <https://www.telerecours.fr>.

<p><u>Pôle ressources</u> <u>Affaires Générales</u> Remplacement de conseillers municipaux dans la seconde commission et dans divers organismes extérieurs 5 délibérations</p> <p style="text-align: center;">ORDRE DU JOUR COMPLEMENTAIRE</p>	M. JAMET	<p>1^{ère} délibération : Deuxième commission municipale – remplacement d’une conseillère municipale 6 nuls 1 blanc 3 ne prennent pas part au vote 24 pour Mme Enguerrand Sylvie</p> <p>2^{ème} délibération : Affaires Sanitaires & Sociales - Syndicat mixte d’Etudes et de Réalisations d’Equipement d’Intérêt Général (S.I.E.R.E.I.G.) – remplacement d’un membre titulaire 5 nuls 2 blancs 2 ne prennent pas part au vote 23 pour Mme Capblanc Nathalie</p> <p>3^{ème} délibération : Affaires Sanitaires et Sociales - Etablissement et Service d’Aide par le Travail (E.S.A.T) O.M.R.S - Conseil de la vie sociale – remplacement du représentant de la Ville (Mme Capblanc Nathalie) 5 abstentions : Mme JACQUET LEGER M. PONCHEL M. LEGUEIL M. LAMARCHE Mme CHRISTIN 2 ne prennent pas part au vote : M. HEURFIN M. FLEURIER</p> <p>4^{ème} délibération : Affaires Sanitaires et Sociales - Œuvre Municipale de Réadaptation Sociale (O.M.R.S.) ALPHA - Remplacement d’un membre titulaire (Mme Capblanc Nathalie) 10 nuls 2 ne prennent pas part au vote 20 pour Mme Capblanc Nathalie</p> <p>5^{ème} délibération : Conseils d’école - Remplacement du représentant à l’école maternelle Prat (Mme Enguerrand Sylvie) 5 abstentions : Mme JACQUET LEGER M. PONCHEL M. LEGUEIL M. LAMARCHE Mme CHRISTIN 2 ne prennent pas part au vote : M. HEURFIN M. FLEURIER</p>
--	----------	--

DECIDE :**1) DEUXIEME COMMISSION MUNICIPALE – REMPLACEMENT D'UNE CONSEILLERE MUNICIPALE**

Article 1^{er} : de désigner au sein de la DEUXIEME COMMISSION : PROXIMITE - SOLIDARITE

- Madame **ENGUERRAND Sylvie**

Article 2 : dit que le reste du dispositif de la délibération N° 2020/58 du 10 juillet 2020 modifiée demeure inchangé.

Article 3 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <https://www.telerecours.fr>.

2) AFFAIRES SANITAIRES & SOCIALES - SYNDICAT MIXTE D'ETUDES ET DE REALISATIONS D'EQUIPEMENT D'INTERET GENERAL (S.I.E.R.E.I.G.) – REMPLACEMENT D'UN MEMBRE TITULAIRE

Article 1 : de procéder à la désignation d'un nouveau délégué de la Ville de Sannois au Comité du Syndicat susvisé pour remplacer Madame JACQUET-LEGER :

Titulaire

1 – Madame CAPBLANC Nathalie

Article 2 : dit que le reste du dispositif de la délibération N°2020/65 du 10 juillet 2020 et de la délibération N°2023/41 du 06 avril 2023 demeurent inchangé.

Article 3 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>.

3) AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES - ETABLISSEMENT ET SERVICE D'AIDE PAR LE TRAVAIL (E.S.A.T) O.M.R.S - CONSEIL DE LA VIE SOCIALE –REEMPLACEMENT DU REPRESENTANT DE LA VILLE

Article 1 : de procéder à la désignation d'un nouveau représentant de la Ville de Sannois à l'Etablissement au susvisé pour remplacer Madame JACQUET-LEGER :

- Madame **CAPBLANC Nathalie**

Article 2 : d'abroger la délibération N°2020/83 du 10 juillet 2020.

Article 3 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>.

4) AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES - ŒUVRE MUNICIPALE DE READAPTATION SOCIALE (O.M.R.S.) ALPHA - REMPLACEMENT D'UN MEMBRE TITULAIRE

Article 1 : de procéder à la désignation d'un nouveau délégué de la Ville de Sannois au sein du Conseil d'Administration de l'Association susvisée pour remplacer Madame JACQUET-LEGER :

Titulaire

1 – Madame CAPBLANC Nathalie

Article 2 : dit que le reste du dispositif de la délibération N°2020/84 du 10 juillet 2020 demeure inchangé.

Article 3 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>.

DECIDE :**5) CONSEILS D'ECOLE - REMPLACEMENT DU REPRESENTANT A L'ECOLE MATERNELLE PRAT**

Article 1 : de procéder à une nouvelle désignation de conseiller municipal appelé à siéger au sein du Conseil d'école de Prat (maternelle).

- Madame ENGUERRAND Sylvie

Article 2 : dit que le reste du dispositif des délibérations N°2020/94 du 24 septembre 2020 demeure inchangé.

Article 3 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>.

Pôle ressources**Affaires Générales**

Election des membres du Conseil Municipal au Conseil d'administration du CCAS de Sannois

M. JAMET

Liste proposée :

**Mme Capblanc
Mme Aubin
M. Sagbohan
Mme Enguerrand
Mme Saidi
M. Heurfin**

**4 nuls
2 blancs
26 pour**

**ORDRE DU JOUR
COMPLEMENTAIRE**

DECIDE :

Article 1 : de procéder à l'élection par un vote, des membres du Conseil Municipal appelés à siéger au Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale au scrutin de liste dans le respect du principe de la représentation proportionnelle :

Et proclame élus les membres du conseil municipal appelés à siéger au Centre Communal d'Action Sociale suivants :

- Madame CAPBLANC Nathalie
- Madame AUBIN Martine
- Monsieur SAGBOHAN Esaïe
- Madame ENGUERRAND Sylvie
- Madame SAIDI Yasmina
- Monsieur HEURFIN Gilles

Article 2 : d'abroger la délibération N°2020/82 du 10 juillet 2020.

Article 3 : de préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux présenté à Monsieur le Maire de Sannois, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise – 2/4 bd de l'Hautil BP 30322 95027 Cergy-Pontoise Cedex dans ce même délai de deux mois par l'intermédiaire de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>.

EMPLOI DELEGATION DE POUVOIRS DU MAIRE

**DELEGATIONS DE POUVOIRS
CONSEIL MUNICIPAL DU 28 SEPTEMBRE 2023**

- N°2023/49 à }
 N°2023/52 }
 N°2023/54 à }
 N°2023/55 }
 N°2023/59 } Compte rendu des Marchés Publics 2023 passés par délégation de pouvoirs
 N°2023/63 }
 N°2023/68 }
 N°2023/70 à }
 N°2023/71 }
 N° 2023/75 à }
 N°2023/76 }
- N°2023/48 } Demande de subvention départementale dans le cadre de l'appel à projets « Art et culture en
partage ».
- N°2023/53 } Contentieux SCI PAULSAN – désignation Avocat
- N°2023/56 } Gratuité pour les agents de la Commune de Sannois et du Centre d'Action Sociale de Sannois - Spectacle
Apérotomanie le 16 juin 2023
- N°2023/57 } Demande de subvention départementale – Travaux de voirie et de sécurisation rue du Maréchal Joffre
aux abords de l'école René Prat
- N°2023/58 } Demande de subvention Régionale et Départementale – Acquisition, études, travaux d'extension et de
réhabilitation, équipement de la crèche des Tilleuls
- N°2023/60 } Demande de subvention Départementale – Remise aux normes et renforcement de la structure
métallique de la passerelle de l'Espace Michel Berger
- N°2023/61 } Bail commercial dérogatoire - Association Imagination Studio
- N°2023/62 } Demande de subvention départementale dans le cadre de l'appel à projet 2023 « lieu de diffusion à
rayonnement local »
- N°2023/64 } Demande de subvention départementale – Travaux de mise aux normes et de performance énergétique
du Centre Cyrano de Bergerac
- N°2023/65 } Demande de subvention départementale –remplacement des projecteurs par leds – Gymnase Voltaire
- N°2023/66 } Demande de subvention départementale – Remplacement des projecteurs par leds – Palais des Sports
Jean-Claude Bouttier
- N°2023/67 } Demande de subvention départementale – Etudes et remplacement des projecteurs par leds –
Rénovation générateur d'air chaud ainsi que l'amélioration de la performance énergétique et mise aux normes
accessibilité du Gymnase Tour du Mail.

- N°2023/69 } Cession de 2 véhicules
- N°2023/72 } Contrat location 1 an- Apprt N°19 Entente Sannois Saint Gratien
- N°2023/73 } Contrat location 1 an- Apprt N°25 Entente Sannois Saint Gratien
- N°2023/74 } Abrogation et remplacement de la décision n°2023/59 portant attribution du **Marché 23020** :
Rénovation des sols dans la Salle Polyvalente et le Hall Principal de l'Ecole Belle Etoile
- N°2023/77 } Demande de subvention auprès de la DRAC dans le cadre du dispositif « Premiers pas, premiers
Regards».
- N°2023/78 } Tarifs des spectacles de la saison culturelle– saison 2023-2024

PROCHAIN CONSEIL MUNICIPAL PREVU LE

JEUDI 19 OCTOBRE 2023

**A
20H**